



« Salaire de vie » : une approche critique

mardi 25 septembre 2012, par [Fernand Kochert](#)

Voyant les réactions à « Utopie et réalités » [1], une approche critique me paraissait indiquée. Voici donc le texte, assez bref.

Les faits

Tant que les utopies restent au niveau de l'imaginaire, la pensée unique (au sens de Noam Chomsky) ne s'en émeut pas. Mais le jour où elles se mettent à devenir réalité, ce n'est plus pareil. L'avion fut pendant des siècles considéré comme un rêve impossible, les premières bicyclettes commercialisées comme des engins diaboliques - par certains -, la sécurité sociale comme une aberration subversive - par d'autres. Aujourd'hui, un livre [2] présente au grand public une étude approfondie de l'idée d'un revenu de base inconditionnel, d'un *salaire de vie*, ainsi que ses modalités d'application, soit partielle, soit plus générale, dans des pays comme le Brésil, la Namibie, l'Alaska, la Bolivie. Auxquels s'ajoute en bonne place l'Argentine, pays en faillite il y a dix ans, qui à présent connaît un essor remarquable, grâce surtout à une *boisa*, une somme remise en espèces accordée aux plus démunis.

Suite au texte *Utopies et Réalités*, tiré dudit livre et publié dans trois revues associatives, texte également adressé aux médias et aux présidentiables, diverses réactions nous sont parvenues, qu'il convient de soumettre à une analyse critique.

Réactions et questions

A côté de quelques approbations enthousiastes, en provenance notamment d'Afrique, une majorité d'opinions donne dans un scepticisme parfois narquois, et ce en dépit des faits et de la certitude de la faisabilité. Alors une question s'impose : qu'est-ce donc qui dérange tant ? Car enfin, dans toutes les expériences en cours, les résultats bénéfiques sont partout constatables : un net recul de la pauvreté, la création quasi spontanée de millions d'emplois, une économie locale de plus en plus active, la naissance d'une culture de la confiance interpersonnelle... Aurions-nous l'air plus intelligents, plus « évolués », en faisant la fine bouche ?

L'un des arguments les plus en conformité avec les mentalités individualistes occidentales émane d'un présidentiable qui estime un tel projet « non pertinent ». D'autres pensent qu'un revenu de base, reçu « sans travailler », augmenterait encore le niveau de l'assistanat, démotivant en outre les demandeurs d'emploi. C'est s'obstiner à nier les faits.

Voici encore une autre objection, du même acabit : *Ils n'ont qu'à travailler. Moi, je travaille pour gagner ma vie. Qu'ils en fassent autant. Je ne demande pas d'aide, moi.* Votre fierté est légitime, un peu teintée d'arrogance, non ? Une bonne conscience imperméable à la compassion ? Et puis, figurez-vous qu'un nouveau-né a lui aussi des besoins, « sans travailler ».

Et enfin, derrière plusieurs objections perce un sentiment comparable aux réflexions d'antan à propos des peuples colonisés : *Vous leur donnez de l'instruction. Attention, ils pourraient bien se rebeller un jour !* Ce qui comporte en effet une part de vérité car ces pauvres, ces sans-voix, aspirent de plus en plus à être reconnus dans leur dignité, à être des « gens debout ».

Pouvoir

Et cette notion de dignité, des initiateurs de tels projets l'ont bien comprise et l'expriment par le terme *empowerment*. Car ce revenu de base devenu inconditionnel ne pourra servir de moyen de pression à quiconque. *To empower* : conférer un pouvoir, mieux qu'un bulletin de vote, un pouvoir de fait puisque vous avez en main des moyens d'agir. Ne serait-ce pas, précisément, ce que d'aucuns craindraient ? L'instance qui a le mieux saisi l'ampleur possible, la potentialité de cette idée, c'est le cabinet du Chef de l'État qui, dans un courrier du 10.04.2012, l'exprime en ces termes : « l'instauration d'un revenu de base à l'échelle mondiale ». Ce serait bien sûr le top pour obtenir les plus beaux résultats, consolidés par leur généralisation même.

Quelle belle, quelle grosse utopie ! Encore une ! Voir très, très grand : un moyen pour s'exonérer de faire un premier pas, un début de débat [3] dans notre pays ?

N. B. : Voir les Actes des Apôtres (4, 32...) : « Les croyants n'avaient qu'un cœur et qu'une âme et nul ne se considérait comme propriétaire d'un bien... Ils mettaient tout en commun... Personne parmi eux ne manquait du nécessaire. »

Notes

[1] Cf. *Ralliement* n°2/2012.

[2] *1000 euro für jeden*, éd. Econ 2010. Non traduit.

[3] Premiers débats en Allemagne, en 1972, dans le programme des Verts.